https://www.elcorreo.eu.org/VENEZUELIENS-SI-VOUS-NE-RESISTEZ-PAS-VOUS-N-EXISTEZ-PAS

VENEZUELIENS,SI VOUS NE RÉSISTEZ PAS,VOUS N'EXISTEZ PAS !

- Los Primos - Venezuela -

Fecha de publicación en línea: Viernes 15 de mayo de 2026

Copyright © El Correo - Todos derechos reservados

Le peuple vénézuélien ignore l'étendue des concessions accordées à l'ennemi dans les minutes qui ont suivi l'agression, ainsi que la manière dont ces concessions ont évolué ou se sont étendues jusqu'à aujourd'hui et dans un avenir prévisible. Compte tenu du flou qui règne sur cette question, nous supposons que l'agresseur aspire à la disparition de la souveraineté du Venezuela.

Nous avons subi un coup terrible, mais si nous voulons le surmonter, nous devons l'admettre, en rechercher les causes et en corriger les effets. Nous rappelons que selon le sondage de **Hinterlaces** d'octobre 2025, 83 % des personnes interrogées seraient prêtes à faire face à une invasion militaire étrangère, seules 6 % ne le feraient pas, et 89 % considéraient que le véritable objectif d'une éventuelle intervention serait de renverser le président Nicolás Maduro pour s'emparer du pétrole.

Six mois plus tard, je n'ai pas rencontré un seul compatriote qui ne réitère pas ces réponses, mais accompagnées de nouvelles questions.

Tout d'abord, il faut établir de manière claire, précise et détaillée ce qui s'est passé ou n'a pas eu lieu à l'aube du 3 janvier 2026. Le Venezuela disposait et dispose encore d'armements modernes, efficaces et coûteux qui n'ont pas été utilisés. Les 47 soldats vénézuéliens et les 32 gardes du corps cubains sont morts en repoussant courageusement cette agression colossale avec des armes rudimentaires. Il est nécessaire de connaître avec exactitude les faits et de corriger les défaillances en vue d'affrontements futurs et prévisibles.

L'enquête doit redéfinir la doctrine stratégique et tactique en matière de sécurité et de défense. Il semblerait que, face à une brève escarmouche qui a démontré la supériorité aérienne de l'ennemi, une capitulation inconditionnelle ait été décidée, alors que les armes, les contingents et les parcs étaient pratiquement intacts et que l'adversaire n'avait dominé de manière effective et durable pas un centimètre du territoire national. Une nouvelle doctrine doit exclure catégoriquement que l'enlèvement de fonctionnaires ou la simple coercition se traduisent par des concessions portant atteinte à la souveraineté.

On sait depuis toujours que les États-Unis jouissent d'une supériorité en matière d'armement conventionnel. Cela ne justifie pas pour autant que tous les peuples de la terre se soumettent à leur bon vouloir. Beaucoup d'entre eux les ont battus à plate couture avec des armes moins performantes. Pour leur résister, il convient d'adopter les tactiques de guerre non conventionnelles qui ont systématiquement rendu cette supériorité inutile dans presque tous les conflits asymétriques du siècle dernier et de ce siècle. Il est urgent de comprendre pourquoi ces tactiques n'ont pas été appliquées dans ce cas précis, de formuler des doctrines qui corrigent les erreurs et d'associer l'ensemble de la population à la défense active.

Le peuple vénézuélien ignore l'étendue des concessions accordées à l'ennemi dans les minutes qui ont suivi l'agression, ni par quel mécanisme ou de quelle manière ces concessions varient ou s'étendent jusqu'à aujourd'hui et dans un avenir prévisible. Compte tenu du flou qui règne sur cette question, nous supposons que l'agresseur aspire à un pouvoir discrétionnaire absolument totalitaire, impliquant la disparition de la souveraineté du Venezuela et la mainmise inconditionnelle sur ses ressources. Des lois ont été adoptées qui visent à permettre la privatisation anticonstitutionnelle de nos industries pétrolières et minières, à réduire brutalement la participation de l'État dans celles-ci, et à soumettre les litiges les concernant à des tribunaux ou à des arbitres étrangers. On cherche à usurper tous les droits qui reviennent à notre peuple sans assumer aucune obligation à son égard.

Copyright © El Correo

Un tel modèle est insoutenable. La propagande envahissante prétend qu'une période d'investissements massifs s'ouvre, qui apportera des flots de devises et de prospérité. Nous avons déjà évoqué ailleurs l'échec de la réunion du 9 janvier 2026 entre le président des États-Unis et quelque 17 compagnies pétrolières de ce pays, visant à se partager le butin énergétique du Venezuela. Pas une seule n'a avancé un seul dollar d'investissement. Elles considéraient le pays comme « *uninvestable* », non investissable, en raison d'un manque de sécurité juridique, parce que l'extraction de la première goutte de pétrole nécessiterait un investissement d'un milliard de dollars et un délai de dix ans, et parce qu'une partie de la richesse est déjà engagée.

En effet, des concessions ont été légalement accordées pour plus de 25 ans sur plus de 45 % des gisements de pétrole et de gaz à des entreprises chinoises et à des filiales de la compagnie pétrolière nationale russe *Rozneft*, qui exploraient et extrayaient des hydrocarbures alors que le blocus américain empêchait l'entretien d'une grande partie des gisements restants. Parmi les lacunes en matière d'information apparues après l'invasion figure celle concernant le *statut* actuel de ces exploitations russes et chinoises et celle concernant les hydrocarbures ou autres minéraux qui y sont produits. Les recettes provenant de ces concessions appartiennent inaliénablement au Venezuela et, à ce titre, doivent être versées au Trésor public et distribuées par le biais du budget et de l'administration nationaux.

D'autre part, l'ennemi maintient sans faiblir sa position agressive :

- Pas une seule des milliers de mesures coercitives unilatérales prises contre le Venezuela n'a été abrogée. Les otages enlevés par la force brute n'ont pas été libérés.
- La fausseté manifeste des prétextes invoqués pour justifier l'invasion n'a pas été reconnue :
  – l'inexistence du soi-disant « Cartel des Soleils » et du défunt « Train d'Aragua »,
  – l'inexistence de la production et de la contrebande de substances illicites,
  – l'inexistence d'une majorité d'opposition qui aurait obtenu de prétendues majorités électorales.
- Pas un mot n'a été dit sur les réparations pour les dommages causés par un harcèlement atroce d'un quart de siècle et un blocus de plus d'une décennie, par un bombardement exécuté par cent cinquante avions, par les biens du Venezuela illégitimement confisqués à l'étranger.
- Notre pays continue de subir toute la rigueur et la coercition d'un état de guerre illégitime, non autorisé par le Congrès des États-Unis.

Dans un texte précédent, nous avons souligné que l'agresseur, par le biais du décret présidentiel (Executive Order) 14.373, entend :

« que tous les revenus provenant des hydrocarbures et des minerais vénézuéliens – qui représentent historiquement 80 % des recettes en devises du pays – soient détournés vers un compte du Trésor américain ou vers des comptes privés secrets au Qatar, sous administration discrétionnaire des États-Unis et uniquement et exclusivement destinés à l'acquisition de biens produits dans ce pays ».

L'annonce du pillage inacceptable, quasi total, de nos recettes s'accompagne de celle de la reprise des relations avec le *Fonds monétaire international* (FMI) et la Banque mondiale, institutions spécialisées dans la suppression de la souveraineté des pays par le biais de l'extorsion de dettes publiques impossibles à rembourser [Exemple : l'Argentine]. Privée de revenus, le Venezuela devra financer ses dépenses en acceptant des crédits usuraires garantis par ce qui reste de ses biens et de ses ressources. Les nouveaux fonds seront utilisés en priorité pour rembourser, à leur valeur nominale totale, les dettes acquises à des prix symboliques par des fonds vautours.

Ce pillage total des recettes publiques a des conséquences dévastatrices. Ces derniers temps, les dépenses sociales du gouvernement vénézuélien représentaient plus de 70 % des dépenses publiques. La diminution brutale des fonds disponibles entraînera un démantèlement parallèle de tous les programmes actuels dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, de l'aide sociale, de l'alimentation, de la culture, de la recherche scientifique, du développement agricole et de l'élevage, de l'industrialisation, de la défense et des infrastructures [voir les conséquences en Argentine], qui ont d'ailleurs déjà été durement touchés par plus d'un quart de siècle d'agression,

Copyright © El Correo

une décennie de blocus et plus d'un millier de mesures coercitives unilatérales visant à étrangler et à détruire notre économie.

Le démantèlement de ces programmes ou la réduction drastique de leurs effectifs, accompagnée de salaires à peine symboliques, entraînera une vague de chômage que les investissements privés, déjà limités, seront incapables d'absorber.

Cette situation aura des répercussions politiques. À mesure qu'elles se montreront progressivement incapables de répondre aux besoins les plus vitaux de la population, le soutien aux organisations collaborant avec l'occupation s'amenuisera.

L'opposition de droite, écartée comme instrument politique par les envahisseurs en raison de son manque de soutien populaire, deviendra progressivement violente, cherchant à se faire bien voir des occupants. Des processus électoraux gérés par les mêmes entreprises qui ont commis des fraudes au Honduras, au Pérou, en Équateur et dans d'autres pays légitimeront des simulacres inconsistants qui arracheront le pouvoir aux organisations représentatives.

Des réformes radicales du droit du travail seront adoptées, qui réduiront à néant ou anéantiront les droits des travailleurs, avec des répercussions sociales, économiques et politiques identiques à celles qu'ont entraînées des mesures de ce type au cours du siècle dernier.

La collaboration avec les envahisseurs rapportera des profits illégaux à une infime élite de trafiquants d'influence et de spéculateurs transnationaux, et anéantira le prestige des mouvements politiques et sociaux qui s'y livreront.

On peut dire de l'Empire, comme des Bourbons, qu'il n'a rien oublié ni rien appris. Il entreprendra l'éradication systématique, implacable et totale de tous les mouvements qui ont ou ont eu une orientation progressiste, ou qui en ont donné des signes. Une fois qu'il aura épuisé son utilité, le secteur collaborationniste ne fera pas exception. Des médias, des programmes éducatifs et de l'Histoire elle-même disparaîtront les faits et les idées des Libérateurs, ou ils seront grotesquement falsifiés pour représenter le contraire de leurs idéaux. Suivant les lignes directrices de Rudolf Atkon, l'éducation sera purement instrumentale ; conformément à celles de Laura Berns, l'enseignement supérieur gratuit sera supprimé.

Nous savons tous ce que cache ce silence assourdissant qui nous oppresse. Sans aucune consultation quant à notre volonté, on cherche à nous dépouiller de notre souveraineté, de notre indépendance, de nos ressources naturelles, de notre autonomie, de nos droits, de notre passé, de notre présent et de notre avenir, au profit d'une puissance agressive qui nous hait et nous méprise.

Depuis l'invasion, deux batailles sont menées : l'une pour l'anéantissement de notre pays, et l'autre pour le rétablissement complet de la souveraineté, des ressources, de l'indépendance, de l'autonomie et de l'autodétermination du peuple vénézuélien.

Tu sais bien de quel côté tu dois te ranger.

La légitime défense est le plus incontestable des droits de l'homme, et il nous appartient de l'exercer sous forme de résistance dans la mesure de nos moyens, par la pensée, la parole et l'action. Des idées pour comprendre cette réalité atroce, des mots pour la dénoncer, des actes pour la changer. Les organisations existantes doivent être

Copyright © El Correo

orientées vers la résistance et la victoire ; lorsque cela n’est pas possible, il convient d’en créer de nouvelles. Il existe autant de formes de résistance que de personnes et de talents ; chacun doit l’assumer dans le cadre de ses aptitudes, capacités et compétences. La résistance doit revêtir plus de formes que l’oppression qu’elle combat, et un peuple a le droit de toutes les exercer plutôt que de consentir à son asservissement ou à son extinction.

Je résiste, donc je suis !

READ IN ENGLISH : « **Venezuela’s inalienable right to exercise all forms of resistance before consenting to servitude or extinction** »

Luis Britto García pour **Rebelión**

Rebelión, Caracas, 9 de mayo de 2026.

* **Luis Britto García**, es un escritor, historiador, ensayista y dramaturgo venezolano.
http://www.luisbrittogarcia.blogspot.fr
* **Luis Britto Garcia**, est un homme de lettres, dramaturge, historien et essayiste vénézuélien.
http://www.luisbrittogarcia.blogspot.fr

* {{Luis Britto Garcia}}, est un homme de lettres, dramaturge, historien et essayiste vénézuélien.
{{[->http://www.luisbrittogarcia.blogspot.fr">**El Correo de la Diaspora**

]. Paris, le 14 mai 2026.

Copyright © El Correo